https://ricochets.cc/Chronique-de-la-technopolice-oiseaux-robots-detection-de-comportements-suspects-aide-aux-dictatures.html

Chronique de la technopolice : oiseaux robots, détection de comportements suspects, aide aux dictatures, amendes sans contact, puce pass, caméras en classe...

Date de mise en ligne : mardi 4 janvier 2022

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

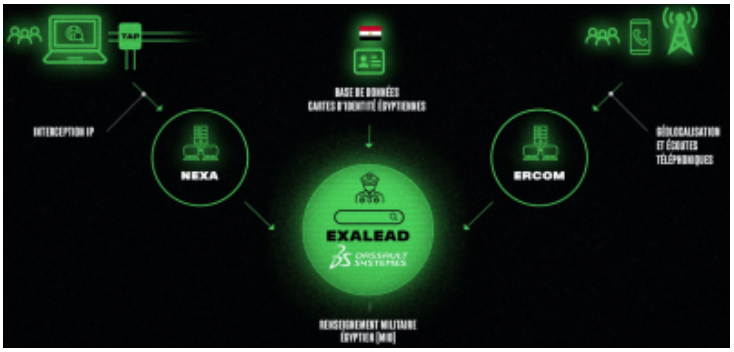
En prévision des crises multiples et croissantes à venir, catalyseurs de révoltes, les Etats et le techno-capitalisme affutent leurs armes pour nous surveiller et nous mater par la force armée. Ils savent que leur propagande distillée par l'école, leurs médias, leurs penseurs et les politiciens ne suffiront pas toujours.
Alors les nouveaux outils de la technopolice permettront d'affiner les surveillances et mises à l'écart préventives, et de mieux cibler la répression, qui pourraient être en même temps de masse et chirurgicale.
Une surveillance algorithmique, des capteurs automatiques pour la foule, des cibles prioritaires sélectionnées, une répression finement calibrée pour éradiquer dans l'oeuf les foyers de rebellion sans faire trop de dommages collatéraux, le tout assisté par des logiciels de prédiction et d'enquête. **Les drones et autres robots permettront de démultiplier les forces de frappe et de surveillance sans impliquer trop de flics humains** (coûteux et fragiles). C'est une industrialisation 2.0 du contrôle et de la répression.

Comment faire pour échapper ou contrer la technopolice ?
Vu qu'on ne vit pas en démocratie et que le système en place réclame la technopolice et le tout sécuritaire, les moyens du droit ou des élections seront largement inopérants, l'Etat modifie ses lois en fonction de ses besoins, agit illégalement et bouche les éventuelles failles, donc :

1. Se rebeller franchement contre la mégamachine avant que cette technopolice ait vraiment le temps de se déployer
2. Agir dans des régions ou pays exempts de cette technopolice
3. Trouver des moyens de lui échapper, ce qui va devenir assez difficile une fois qu'elle est bien installée
4. Développer des connaissances techniques pointues et obtenir du matériel d'un niveau au moins équivalent à celui des Etats, ce qui semble difficile, ou trop lent.

Collusion public/privée pour la surveilllance algorithmique automatisée

Les Suresnois·es : nouveaux cobayes de la technopolice - La mairie de Suresnes a accepté que la start-up locale XXII analyse les moindres faits et gestes, sur la voie publique, des suresnois·es : durant un an et demi, l'entreprise sera libre d'utiliser les images de vidéosurveillance de Suresnes pour développer des algorithmes de "détection de comportements suspects" dont elle sera propriétaire.
Ce sont ainsi les données personnelles de toute une population qui sont offertes à une entreprise privée dans le seul et unique but d'enrichir les actionnaires d'une entreprise de surveillance de masse.
Les vies quotidiennes de dizaines de milliers de personnes offertes aux actionnaires de la technopolice (...) Silhouettes humaines, déplacements, stationnement, objets , les algorithmes de XXII ont besoin de tout analyser pour mieux « apprendre ». Transformés en véritables rats de laboratoires, les Suresnois·es verront leur vie quotidienne disséquée afin d'apprendre aux machines ce qui distingue un bon d'un mauvais rat... (...) La ville de Suresnes et l'entreprise XXII représentent l'archétype de ce contre quoi nous luttons : la collusion entre les politiques et les industriels de la sécurité, qui, pour donner le change politiquement, déploient des dispositifs liberticides et déshumanisants. Ce type d'expérimentation cherche à fabriquer « l'acceptabilité sociale » - comme ils l'appellent - de la vidéosurveillance automatisée.
XXII a beau tenter de se dédouaner de toute velléité sécuritaire, la surveillance qu'elle impose à ses habitant·es est bien réelle. Encore une fois, il s'agit de technologies intrusives, imposées sans débat, à toute une population. Nous refusons une société dans laquelle les habitants et habitantes des villes voient leur vie épiée et exploitée comme une vulgaire matière première utilisable pour le développement de technologies malsaines. Où les êtres humains ne sont finalement plus considérés que comme une masse de données à monétariser ou des corps à contrôler. (...)



Chronique de la technopolice : oiseaux robots, détection de comportements suspects, aide aux dictatures, amendes sans contact, puce pass, caméras en classe... Le libre Marché et l'Etat Â« démocratique Â» sont très à l'aise avec les dictatures

La France et ses entreprises d'armement soutiennent activement la répression sanglante excercée par des dictatures : exemple avec l'Egypte

Surveillance made in France - En Egypte, le groupe Dassault, la société Nexa Technologies et une filiale de Thales ont vendu un système de surveillance de masse à la dictature d'Abdel Fattah Al-Sissi. Avec la bénédiction de l'Etat français.

(...)

Opposants politiques, journalistes, responsables d'ONG, homosexuels, grévistes... Depuis cinq ans, tous ceux qui ne pensent pas ou ne vivent pas selon les préceptes du régime militaire risquent la prison - près de 65 000 opposants croupiraient dans les geôles du régime, tandis que 3 000 autres auraient « disparu » après leur interpellation, selon le département d'Etat américain. **Une répression sans précédent de la société civile égyptienne facilitée par un système de cybersurveillance massif installé par trois entreprises françaises, avec l'accord tacite des autorités.**

(...)

La première, baptisée Nexa Technologies, est dirigée par les fondateurs d'Amesys, une société accusée d'avoir fourni du matériel de surveillance à la dictature de Mouammar Kadhafi, en Libye. La deuxième, Ercom-Suneris - filiale de Thalès depuis 2019 - est connue pour sécuriser l'un des téléphones portables d'Emmanuel Macron. La troisième n'est autre que Dassault Systèmes, la filiale technologique du poids lourd de l'armement tricolore et constructeur de l'avion Rafale.

(...)

Dernière pièce de cet édifice d'espionnage massif, un moteur de recherche ultra-puissant fabriqué par Dassault Système. Selon nos informations, Exalead, c'est son nom, doit permettre de relier les différentes bases de données entre elles pour le compte du MID, l'opaque service de renseignement militaire du régime.

(...)

Selon un document confidentiel que Disclose s'est procuré, Cerebro serait capable « d'analyser les données pour comprendre les relations et le comportement des personnes suspectées, remonter dans le passé pour trouver des informations pertinentes dans plusieurs milliards de conversations enregistrées ».

(...)

Une fonctionnalité intéresse en particulier les militaires égyptiens : la géolocalisation en temps réel des personnes mises sous surveillance. « C'est comme dans un film d'espionnage, explique un ancien ingénieur d'Ercom, sous couvert d'anonymat. On arrive à géolocaliser une personne en triangulant la position des antennes relais sur lesquelles son téléphone s'est connecté, et ce même sans qu'il passe d'appels. » Un dispositif encore plus intrusif que celui de Nexa. Qu'en pense Thales, qui a racheté Ercom-Suneris en 2019 et dont l'Etat est actionnaire à 25,6 % ? Contacté, le groupe français n'a pas souhaité « répondre au questionnaire » envoyé par Disclose.

(...)

Pour s'assurer que tout fonctionne, la dictature ne lésine pas sur les moyens : data centers flambant neufs, ordinateurs Dell dernière génération, « méga serveurs » de l'américain DDN... A Alexandrie, les militaires font

installer des composants électroniques sur les câbles sous-marins reliant le pays au réseau Internet afin de mieux le surveiller.
(...)
En clair, le ministère de l'économie ne voit aucun problème au marché passé avec l'un des pays les plus répressifs au monde. Sollicité, le cabinet du ministre Bruno Le Maire a indiqué qu'il ne souhaitait pas communiquer sur ce sujet.

Lecture
Le Digital ID Wallet de Thales par [Thales-Â»https://www.youtube.com/c/thales]
https://www.youtube.com/watch?v=YSb0nLRte_A

Les amendes sans contact : une stratégie de harcèlement policier

Les amendes sans contact : une stratégie de harcèlement policier
La verbalisation, un outil de répression des populations ciblées par la police.

A Epinay sous Sénart, dans l'Essonne, à Millau, à Foix, Lons-le-Saunier ou encore dans les Yvelines et en Seine-Saint-Denis, et la liste est longue, des habitants et habitantes ont reçu plusieurs amendes, parfois des dizaines, sans qu'il n'y ait de contrôle policier ou d'infractions.
Cette tendance, sans qu'elle soit nouvelle, s'est accélérée et dénote bien la volonté politique et policière de surveiller et cibler certaines populations pour les exclure d'un espace public de plus en plus aseptisé et vidé de ses habitants.
Des amendes sans contrôle et/ou sans infraction

Le terme « amendes sans contact » signifie que les policiers et gendarmes rédigent et adressent des contraventions sans jamais contrôler physiquement la personne visée. On pourrait aussi parler d'amende à distance ou d'amende sans contrôle. Et cela va plus loin que ça : il s'agit dans un certain nombre de cas d'amendes sans aucune infraction. En effet, comment vérifier l'attestation de déplacement d'un habitant à distance comme cela s'est vu à Épinay-sous-Sénart pendant le confinement ? Que faire si l'on n'était pas à l'endroit décrit sur la contravention ?

Plutôt que des amendes sans contact, il s'agit plutôt d'une véritable stratégie de harcèlement policier, à l'encontre de populations qu'elle a dans le viseur . Des personnes témoignent dans l'enquête de BondyBlog et Médiapart « Des personnes qui nous appellent disent recevoir des amendes pour des lieux où elles n'étaient même pas, parfois des amendes à la même heure dans des lieux différents, des amendes alors qu'elles n'ont même pas été contrôlées ». Et impossible de contester : difficile pour un·e habitant·e de prouver qu'elle n'était pas à tel endroit à telle heure ou qu'elle avait bien l'attestation.
(...)
En Île-de-France, des jeunes ont pu recevoir une dizaine voir une quinzaine d'amendes chacun, régulièrement majorées, avec des montants qui vont jusqu'à 10 000 ou 15 000Euros, créant un endettement pour la famille. « Avant, ils nous tabassaient dans le hall, maintenant ils ne viennent même plus vers nous. Ils connaissent nos noms, nos adresses, et on reçoit les amendes directement chez nous. »
(...)
En Aveyron, à Millau, ce sont une cinquantaine de personnes qui ont reçu dans leurs boîtes-aux-lettres, en mai 2020, 135Euros d'amende pour des rassemblements qui n'auraient pas respecté les mesures sanitaires après la sortie du confinement. L'identification des personnes a été faite par les renseignements territoriaux (RT) sur place et la vidéosurveillance utilisée pour confirmer les identités des personnes, via également un fichage massif des militant.es de la part des RT.
(...)

L'amplification constatée depuis le printemps 2020 semble liée au fait que le pouvoir de contravention des forces de l'ordre a considérablement augmenté avec l'état d'urgence sanitaire. De façon plus générale, cette évolution s'inscrit dans les transformations technologiques actuelles qui permettent de rendre massives et systématiques des stratégies de répression policière jusqu'alors limitées par les moyens humains et matériels de la police.

(...)

Ces amendes sans contrôle ni infraction reposent sur un travail des agents de renseignements, la constitution de fiches avec photos, noms, prénoms, adresses ... Ici le renseignement permet de cibler et réprimer les militant·es politiques connues des services de police et d'amplifier leur fichage politique, en donnant corps à la volonté de l'État affirmée depuis 2019 et le mouvement de Gilets Jaunes d'accentuer la surveillance des mouvements sociaux. Il s'agit donc clairement de viser les groupes de personnes qui dérangent la police et plus largement l'État. C'est donc un harcèlement qui a pour motif des racines racistes et politiques.

(...)

La vidéosurveillance permet aussi de créer de nouvelles infractions, comme le montre l'exemple des caméras parlantes qui ordonnent aux habitants de mettre leur masque ou de ramasser les crottes de leur chien. Et enfin, à harceler certaines populations dans le viseur de la police.

Conclusion

Ces amendes à distance constituent une stratégie de répression qui cible des individus, rendant difficile leur contestation et toute réponse collective. En effet, elles visent des populations peu audibles dans le champ médiatique dominant. L'état d'urgence sanitaire et l'extension des pouvoirs de contravention de la police a étendu et intensifié ces méthodes, qui s'appuient largement sur les technologies de vidéosurveillance. Celle-ci permet un changement d'échelle qui pourrait rendre cet outil de répression encore plus massif. Cette verbalisation instaure un contrôle à distance qui, à plusieurs égards, s'avère aussi déshumanisant mais d'une façon différente que les pratiques policières traditionnelles, contribuant à modeler un espace public qui n'aurait plus rien de vivant mais qui ne serait qu'astreint aux logiques marchandes et sécuritaires.

Lecture

Une puce implantée sous la peau pour faire office de pass sanitaire, mise au point en Suède par [RT France-Â»https://www.youtube.com/c/RTFrance]
https://www.youtube.com/watch?v=Cuevi2ZxFX4

PANDÉMIE SÉCURITAIRE : UNE PUCE SOUS LA PEAU POUR SCANNER SON PASS SANITAIRE

- Une entreprise suédoise teste actuellement l'implant d'une puce électronique sous la peau en guise de QR code -

Incroyable mais vrai : une puce dans le corps pour faire scanner son Pass Sanitaire. Il ne s'agit pas d'une paranoïa futuriste, ni d'une théorie « complotiste » : c'est une expérimentation réelle, ici et maintenant.

Ce n'est pas un scénario de science-fiction : ça se passe en Suède. Cette puce est déjà commercialisée par l'entreprise Epicenter. Depuis plusieurs années, quelques milliers de suédois et suédoises se sont fait injecter cet implant électronique sous la peau, pour remplacer « clés, cartes de visite, billets de train ... » Selon ses promoteurs, cette puce qui fait la taille d'un grain de riz, et peut être injectée par une seringue dans la main ou le bras, « n'émet de données que lorsque la main se retrouve en contact avec un lecteur de carte NFC (Near Field Communication). Sans batterie et sans signal, elle s'active uniquement au contact de capteurs. » A l'origine, ce produit était proposé de façon « ludique », pour entrer en boite de nuit par exemple.

Avec la généralisation du Pass Sanitaire au niveau mondial, cette invention est imaginée par Epicenter pour

remplacer le QR code désormais obligatoire. Cette adaptation au contexte pandémique existe donc déjà, mais elle n'est pas encore commercialisée. Le fait même qu'elle soit pensée, réfléchie et fabriquée en dit long sur l'accélération totalitaire des sociétés de contrôle, et la surveillance des corps.

Certains médias tentent même déjà de « vendre » cette puce corporelle en la présentant comme une innovation bénéfique : « avec une telle puce, le pass sanitaire est toujours sur soi. Plus de problème de batterie sur son téléphone ou de perte de l'attestation papier » écrit par exemple le quotidien Ouest-France. BFM TV évoque le cas d'une suédoise, Ulrika Celsing, qui « fait partie des 3000 adeptes » : pour elle, « finie la sempiternelle quête de ses clés dans son sac à main. Pour entrer au bureau, elle fait simplement glisser sa main sur un petit boîtier, tape son code et la porte s'ouvre. » Pratique et indolore selon la chaîne de télévision : « Hormis une vague douleur quand la seringue a inséré la puce dans sa main gauche, Ulrika n'a rien senti et utilise son implant presque quotidiennement. » Bref, que des avantages selon ces médias !

Les ténèbres gagnent. L'extinction des contre-pouvoirs en Occident et l'aveuglement de la gauche face aux mesures liberticides justifiées par la pandémie est chaque jour plus sidérant. **Une fois ces technologies imposées à la population, il n'y aura ni échappatoire, ni retour en arrière possibles.**

(post de Nantes Révoltée)

Chronique de la technopolice : oiseaux robots, détection de comportements suspects, aide aux dictatures, amendes sans contact, puce pass, caméras en classe... Avec la puce électronique sous la peau, pas de risque d'égarer son pass

DIVERS

- **Â« La grenouille, la marmite & le drone. Reflets sécuritaires d'un capitalisme ordinaire Â»** - Emission de radio réalisée dans le cadre de la lutte contre les lois Sécurité Globale et « Séparatisme » - La Loi sécurité globale a mis des dizaines de milliers de personnes dans la rue. Pourtant elle n'est qu'une toute petite partie de l'iceberg sécuritaire. Nous vous proposons avec cette émission d'explorer les eaux glacées du capitalisme sécuritaire. Il sera question - un peu - de la loi Sécurité globale mais surtout de l'approfondissement et de la généralisation de logique sécuritaire.

Des pattes et des griffes inspirées du faucon pélerin équipe ce drone qui peut se poser sur un arbre pour améliorer son autonomie en vol et saisir des objets à la volée.

Chronique de la technopolice : oiseaux robots, détection de comportements suspects, aide aux dictatures, amendes sans contact, puce pass, caméras en classe... Oiseau robot pour surveillance, traque, enquête en tout genre

- **Des caméras installées dans des salles de classe à Nice** - A l'Institut national supérieur du professorat, les profs ont eu la surprise de découvrir à la rentrée un système de vidéosurveillance installé durant les vacances. Une plainte a été déposée auprès de la Cnil.
- **Nique ton maire - Des va-et-vient au salon des Maires et des collectivités locales** - Cette année, comme tous les ans depuis 20 ans, se tenait le salon réservé à ces élus réputés comme étant les moins détestés des français, à savoir nos maires. Du 16 au 18 novembre, Porte de Versailles, différents pôles thématiques présentaient l'ensemble des équipements, matériels, infrastructures, et logiciels indispensables à la bonne gestion des villes. Le slogan du salon, "ICI nous cultivons des solutions", ne pouvait laisser présager que du bon.
- **Retour des drones policiers - le Parlement doit saisir le Conseil constitutionnel** - La loi « responsabilité pénale et sécurité intérieure » a fini d'être examinée par le Parlement le 18 novembre dernier. Elle sera définitivement adoptée le 16 décembre. Elle prévoit notamment de ré-autoriser les drones policiers qui, l'an dernier, avaient été interdits par le Conseil constitutionnel lors de la censure de la loi sécurité globale.
  Non seulement la nouvelle loi ne corrige aucun des graves manquements qui avaient justifié la censure de la loi sécurité globale mais, plus grave, elle en ajoute de nouveaux. Notamment, elle autorise les images captées par drones à être analysées par reconnaissance faciale, ce que la loi sécurité globale avait explicitement interdit.
- **Orléans : le retour des mouchards** - À Orléans, la municipalité a annoncé en octobre 2021 débuter une expérimentation consistant à équiper quatre caméras de vidéosurveillance de micros détecteurs de sons « anormaux », en partenariat avec l'entreprise Sensivic. Ces mouchards avaient pourtant été déclarés illégaux par la CNIL lorsque la ville de Saint-Étienne avait tenté d'en installer il y a deux ans. (...) Pour résumer, la municipalité encourage une entreprise à tester et mettre aux points ses produits sur la population orléanaise pour le compte de l'armée française, de Thalès et d'autres. (...) Des mouchards de Saint-Étienne à Orléans, le marché de la technopolice n'est jamais à court de nouveautés. Ce secteur juteux est en recherche de débouchés. Maintenant que la vidéosurveillance est largement déployée, certains aimeraient faire pulluler de nouveaux types de capteurs â€" ici, des micros.
- **Yvelines. Les barrières de péage vont disparaître sur les autoroutes de Normandie** - La Sanef (Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France) envisage de remplacer les barrières de péage des autoroutes A13 et A14 par des barrières en flux libre.

Les Echos S'ABONNER

À la une Idées Présidentielle Économie

Comment l'armée française retrouve le chemin de l'innovation

Longtemps à la pointe de l'innovation, le secteur de la défense a été fortement secoué par l'essor du numérique. Sous la houlette de Florence Parly, la ministre des Armées, il a repris la course en tête, en s'ouvrant davantage aux technologies du monde civil. Chaque mois, l'Agence de l'innovation de défense reçoit entre 30 et 50 nouveaux projets.

Chronique de la technopolice : oiseaux robots, détection de comportements suspects, aide aux dictatures, amendes sans contact, puce pass, caméras en classe... Les innovations techno-scientifiques au service de l'armée

Flicage numérique automatique à Pôle Emploi

Pôle Emploi : dématérialisation et contrôle social à marche forcée - Alors qu'Emmanuel Macron veut « accélérer » la radiation des demandeurs d'emploi, Pôle emploi vient de franchir un cap dans la marche forcée vers la dématérialisation et le contrôle numérique des personnes privées d'emploi. Un travailleur sans emploi s'est vu récemment notifier sa radiation au motif que l'envoi de ses candidatures par courrier recommandé, plutôt que par internet, ne permettait pas de constater le « caractère sérieux des démarches [...] entreprises pour retrouver un emploi ». (...) A l'heure où les administrations françaises sont fortement encouragées à mettre en place des algorithmes assignant à chacun-e un « score de risque », tel que celui utilisé aujourd'hui par les CAF pour sélectionner les personnes à contrôler, les politiques de dématérialisation s'accompagnent d'un risque de renforcement de contrôle social via la collecte toujours plus fine de données personnelles. (...) Les politiques de dématérialisation comportent un risque important de renforcement du contrôle social, tout particulièrement des publics les plus précaires, via une collecte toujours plus importante de données sur les usagers·ères du service public et le recours grandissant à l'intelligence artificielle. (...) Pôle emploi peut ainsi consulter différents fichiers détenus par des organismes sociaux incluant le fichier des prestations sociales (RNCPS), le fichier national des comptes bancaires (FICOBA) ou encore le fichier des résident-e-s étrangers-ères en France (AGDREF).

Depuis décembre 2020, les agent-e-s de contrôle de Pôle emploi disposent par ailleurs d'un droit de communication les habilitant à obtenir des informations auprès de tiers. A ce titre, ielles peuvent accéder aux relevés bancaires, demander des informations personnelles aux employeurs-ses ou aux fournisseurs-ses de gaz et d'électricité.

(...) En parallèle de l'extension du droit d'accès aux données personnelles, s'est développée l'utilisation par les organismes sociaux d'algorithmes de "scoring" à des fins de contrôle dont les effets (déshumanisation, harcèlement, difficultés de recours et renforcement des discrimations) sont régulièrement dénoncés. Ces algorithmes assignent à chaque allocataire un "score de risque", c'est à dire une probabilité d'être "fraudeur-se", servant par la suite à sélectionner qui doit être contrôlé-e.

(...) l'introduction du score de risque s'est accompagnée d'un sur-contrôle des populations les plus précaires, en particulier des familles monoparentales (femmes isolées principalement), des personnes à faibles revenus, au chômage ou allocataires de minima sociaux.

Futures armes magnétiques

Une start-up américaine commercialise un canon magnétique semi-automatique portatif - La start-up Arcflash Labs propose un véritable canon de Gauss pour un prix inférieur à 4000 $. Ce type d'arme est bien connu des adeptes de jeux vidéos de type FPS (tir à la première personne), mais n'avait jamais dépassé le stade expérimental dans la réalité. La société affirme que son « GR-1 Anvil » est le premier fusil de Gauss (canon magnétique) portatif au monde.
(...)
Évidemment, l'ambition d'Arcflash ne s'arrête pas là : il est notamment prévu d'ajouter un télémètre à l'arme, de manière à ce que la puissance des projectiles soit automatiquement ajustée selon la distance de la cible â€" garantissant ainsi que les tirs ne soient pas mortels. Une fonctionnalité qui serait particulièrement utile pour les forces de l'ordre. « Les effets évolutifs d'un canon de Gauss permettraient aux forces de l'ordre de tirer des balles en caoutchouc à une vitesse proportionnelle à leur distance par rapport à la cible, de sorte qu'elles risquent moins de blesser quelqu'un si la cible est proche et davantage d'atteindre la cible visée si elle est éloignée », a souligné Wirth.
(...)

Fichage généralisée, infos et astuces

[Brochure mise à jour] La folle volonté de tout contrôler et un atelier collectif pour sortir des fichiers - Présentation de la mise à jour de la brochure de la caisse de solidarité « La folle volonté de tout contrôler » qui recense 85 fichiers et les moyens d'en sortir.

Chronique de la technopolice : oiseaux robots, détection de comportements suspects, aide aux dictatures, amendes sans contact, puce pass, caméras en classe... Les fichiers de police, ça foisonne, ça moissonne H24